

la loi martiale au pays en réponse aux violentes protestations contre la victoire revendiquée par le premier ministre Zulfikar Ali Bhutto lors des élections tenues peu avant que les Indiens ne chassent M^{me} Gandhi du pouvoir. Pour eux, tout élément susceptible d'assurer l'unité du Pakistan était un événement heureux. L'agitation des tribus de la province de la Frontière du Nord-Ouest et du Baloutchistan au sud n'avait pas disparu avec le renversement et l'incarcération de Bhutto. Les rivalités entre habitants du Pendjab et du Sind, les deux autres provinces du Pakistan, se sont accrues après que l'ancien premier ministre eut été condamné à mort pour avoir trempé dans un assassinat politique.

Recul soviétique en Inde

Entre temps, en Inde, la défaite inattendue de M^{me} Gandhi a été pour l'Union soviétique un recul dont l'Ouest n'a pas pleinement compris l'importance. Les Soviétiques y avaient en effet dépensé des milliards de roubles et investi beaucoup de matériel industriel et militaire pour s'allier New Delhi sur les plans politique, économique et militaire. Même si le parti du Congrès de M^{me} Gandhi n'avait pas tout à fait donné son aval au parti communiste pro-soviétique indien au niveau fédéral — ce qu'il avait fait au niveau des États —, les forces armées indiennes dépendaient des armements soviétiques, l'industrie lourde nationale était tributaire de la technologie soviétique et le non-alignement de l'Inde était considéré par la plupart comme ayant été compromis par le traité de paix et d'amitié conclu avec les Soviétiques avant que l'Inde ne crée le Bangladesh sur le territoire du Pakistan oriental.

Avec la défaite de M^{me} Gandhi, tout l'échafaudage menaçait de s'écrouler, non pas d'un seul coup mais graduellement. Le ministre soviétique des Affaires étrangères, Andreï Gromyko, et des militaires soviétiques hauts-gradés se sont précipités à New Delhi pour le soutenir. Le premier ministre Desai s'est même rendu à Moscou et les délégations commerciales est-européennes ont continué de se faire nombreuses en Inde. Mais la nature de la nouvelle stratégie du développement du parti Janata entraînait une diminution de la dépendance de l'Inde par rapport à l'aide économique et, peut-être, militaire des Soviétiques. Cette nouvelle stratégie mettait l'accent sur l'agriculture ainsi que sur l'industrie villageoise et artisanale favorisée par Mohandas Gandhi, plutôt que sur une industrie lourde d'État calquée sur le modèle soviétique. Et même si on pouvait difficilement s'attendre à ce que M. Desai s'aligne aussi étroitement sur les États-Unis et l'Occident que M^{me} Gandhi s'était alignée sur l'Union soviétique, le président Jimmy Carter a déclaré à un parlement indien réceptif au début de 1978 que les démocraties du monde se consulteraient désormais davantage sur la façon d'ajuster leurs valeurs communes de façon à relever

les défis sociaux et économiques.

Rien ne prouve que les dirigeants soviétiques ont vu leurs importants investissements en Inde tellement menacés par le renversement de M^{me} Gandhi qu'ils ont préparé le coup d'État afghan comme un moyen de faire mieux sentir leur présence dans la région. Mais même si les Russes n'ont perçu le coup d'État que comme une aubaine inespérée, il ne fait pas de doute que son impact a immédiatement dépassé les frontières de l'Afghanistan. Il a représenté une victoire soviétique après une année parsemée d'échecs: la visite du président égyptien Anouar Sadate en Israël; les élections indiennes; surtout peut-être la force croissante de la nouvelle équipe de dirigeants pragmatiques et antisoviétiques en Chine; et même la montée du mécontentement dans le bloc soviétique alors que l'Espagne, le Portugal et la Grèce se transformaient graduellement de dictatures de droite en démocraties viables et que les partis communistes de France et d'Italie étaient incapables de participer au pouvoir national même après avoir coupé leurs liens avec les Soviétiques.

Le coup d'État de 1978

On ne connaît pas très bien les circonstances mêmes du coup d'État, et il circule plusieurs versions des événements. Mais certains points font l'unanimité. Des conseillers militaires soviétiques étaient attachés à chacune des principales unités des forces armées afghanes. Les communistes qui ont pris le pouvoir à la suite d'actions menées par certaines de ces unités étaient peu nombreux et n'auraient pu réussir par leurs propres moyens. Dès qu'ils eurent réussi leur coup, Daud, ses proches parents et son frère Naim ont été exécutés sur le champ. Puis on forma immédiatement un cabinet «révolutionnaire» dirigé par le premier ministre Nur Mohammad Taraki, autrefois traducteur à l'ambassade des États-Unis.

On ne sait pas très bien si la décision prise par Daud d'arrêter les communistes qui avaient comploté contre lui a été la cause immédiate du coup. On peut s'interroger sur les rapports de sources dignes de foi indiquant que les troupes loyalistes ont soudainement capitulé après une accalmie qui s'était instaurée lorsqu'il eut semblé que les défenseurs du palais avaient repoussé les attaquants. On ne sait pas très bien ce qu'il est advenu des membres du clan des Mohammadzai — autres que ceux de l'entourage immédiat de Daud — qui détenaient à Kaboul la plupart des postes dans le gouvernement, les affaires et l'éducation.

Un mois ou deux après le coup d'État, un tout nouveau régime a fait son apparition en Afghanistan. Les dirigeants communistes étant apparemment incapables de diriger le pays par eux-mêmes et craignant de subir le même sort que le gouvernement Daud, les Soviétiques ont fait passer de 200 ou 300 à plus de 1 000 le nombre de leurs conseillers civils et militaires à Kaboul, et environ 100 nouveaux chars soviétiques